

EXAMEN FINAL

MG04

DUREE 2 heures

Il est absolument impératif de mettre votre nom sur votre copie et de me l'adresser en format PDF à l'adresse suivante dominique.landbeck@utm.fr avant 16h30. Les étudiants disposant d'un tiers-temps doivent remettre leur copie dans les mêmes conditions à 17h10.

Question 1

Présentez les indicateurs d'un système de management environnemental **4 points**

Question 2

Quel est le problème principal des biens environnementaux ? **4 points**

Question 3

Pourquoi le droit international peut-il être un outil privilégié de la lutte contre le changement climatique ? **6 points**

Question 4

En vous aidant du texte ci-dessous extrait du journal les échos de ce mardi 15 juin 2021, identifiez les parties en présence et leurs arguments dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique. **6 points**

Climat : l'Allemagne revoit ses ambitions à la hausse

Nathalie Steiwer Correspondante à Berlin

Le gouvernement a conclu un accord sur une réduction de 65 % des gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990. Un coup d'accélérateur engagé sous la pression de la Cour constitutionnelle au nom des « générations futures ».

Au nom des générations futures et à quelques mois des élections, l'Allemagne revoit nettement à la hausse ses objectifs climatiques. Elle prévoit de réduire de 65 % au lieu de 55 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport à 1990, selon un accord conclu mercredi par les partis de la coalition gouvernementale menée par Angela Merkel.

Sommés par la Cour constitutionnelle d'accélérer le rythme pour ne pas grever les libertés des générations futures, les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates n'ont pas attendu alors que les juges leur donnaient encore jusqu'à fin 2022 pour réviser le plan climat adopté fin 2019. Le projet de loi qualifié « *d'ambitieux* » par le ministre des Finances, Olaf Scholz, sera présenté la semaine prochaine par le gouvernement. « *Chaque génération prend maintenant ses responsabilités* », a assuré le ministre, qui est également tête de liste SPD pour les élections de septembre prochain.

L'accord avance de cinq ans les échéances. Il prévoit une réduction de 88 % des gaz à effet de serre en 2040 et la « neutralité » climatique en 2045. La ministre de l'Environnement, Svenja Schulze (SPD), assure que ces nouveaux objectifs font l'unanimité au sein du gouvernement. Toutes les aspérités n'ont pas pour autant été entièrement gommées au sein de la coalition qui avait accouché de son plan dans la douleur en 2019.

Accélérer les renouvelables

Alors que l'implantation des éoliennes fait toujours débat outre-Rhin, le nouveau plan doit notamment accélérer le développement des énergies renouvelables. Un autre point reste litigieux dans un pays où l'énergie est chère : l'évolution du prix du CO2 sur l'essence et le fioul domestique.

Des discussions sont encore en cours avec les différents secteurs concernés, a précisé Olaf Scholz. La fédération allemande du patronat, le BDI, avait appelé le gouvernement à prendre le temps d'un débat parlementaire malgré les élections prochaines. « *Les objectifs politiques doivent être définis par le pouvoir législatif et non par les ministères ou les tribunaux* », écrit le BDI.

Déjà très remontées contre les projets législatifs européens en préparation à Bruxelles, les fédérations allemandes de l'automobile et de la machine-outil sont elles aussi inquiètes. La réduction des émissions « *n'est pas une question d'interdiction mais d'innovation et d'investissement* », plaide Thilo Brodtmann, vice-président de la fédération allemande de la machine-outil. Pour investir, « *l'essentiel, ce sont les moyens concrets et les échéances et non les objectifs globaux* », assure pour sa part Hildegard Müller, la présidente de la fédération automobile